



## DECLARATION SEANCE PLENIERE DU CSFPT DU 12 novembre 2025

Le gouvernement Lecornu a fait le choix d'affaiblir la fonction publique, rappelant les décisions du premier quinquennat d'Emmanuel Macron.

En effet, la fonction publique et ses 5,7 millions d'agents ont perdu un ministère dédié à la fonction publique pour être rattachés à un ministère délégué au ministère de l'action et des comptes publics. À nouveau les fonctionnaires sont donc considérés avant tout comme une dépense publique, une charge, une variable d'ajustement budgétaire et non comme une richesse [et un investissement](#) pour notre pays.

Inutile après ce manque de considération gouvernemental de venir applaudir les soignants pendant les pandémies, de soutenir les forces de l'ordre lors des attentats et événements, de féliciter les personnels techniques lors des crises climatiques et d'encenser tant d'autres missions et agents qui œuvrent pour la cohésion sociale.

Pour FO, le positionnement de la fonction publique dans l'organigramme gouvernemental ne fait aucun doute : l'austérité, le gel des salaires et des carrières, les suppressions de postes sont à l'ordre du jour.

La Fédération FO des Services Publics et de Santé tient à rappeler l'urgence d'un véritable plan de revalorisation des rémunérations et des carrières dans la Fonction publique.

Notre Fédération alerte depuis des mois sur les conséquences sociales et humaines des politiques d'austérité [des différents gouvernements](#) :

- -31,5 % de perte de pouvoir d'achat depuis 2000
- Gel du point d'indice, suppression de la GIPA
- Baisse de 10 % du traitement en arrêt maladie
- Tassement des grilles indiciaires et déclassement généralisé : l'échelle des rémunérations n'existe plus, enfin, elle est devenue l'échelle du couvreur.

Face à ces constats, FO porte des revendications précises et justes :

- Revalorisation immédiate de 10 % du point d'indice
- Indexation sur l'inflation
- Refonte des grilles indiciaires

- Suppression du jour de carence et maintien de la rémunération à 100% en cas d'arrêt maladie

L'actualité c'est aussi le sort de la dernière réforme des retraites.

La suspension n'est pas l'abrogation. C'est pourquoi FO réaffirme sa revendication pour l'abrogation de la réforme des retraites 2023, réforme qui reste injuste, brutale et injustifiée.

La mesure proposée par le gouvernement est en réalité un décalage du calendrier de la réforme qui permettra aux générations allant de 1964 à 1968 de partir un trimestre plus tôt que prévu.

Le coût de ce changement est évalué à 100 millions d'euros en 2026 et 1,4 milliard d'euros en 2027. Pour financer la mesure, le gouvernement entend mettre une nouvelle fois à contribution les organismes complémentaires de santé et les retraités, à travers une taxe pour les uns et un gel des pensions pour les autres.

Pour FO, il ne faut pas travailler plus, il faut travailler tous ! C'est pourquoi il faut parler emploi, emploi des jeunes, emploi des seniors, aménagement des fins de carrière, pénibilité, égalité entre les femmes et les hommes, pouvoir d'achat des retraités, conditionnalité des aides publiques... Ici se trouvent les pistes de financement, plutôt que les projets de retraite par points ou de retraite par capitalisation que le gouvernement voudrait aussi remettre sur la table !

FO s'oppose à la retraite par capitalisation, qui s'appuie sur un principe d'individualisation. Dans ce système, chaque travailleur épargne pour sa propre retraite en investissant des fonds dans des comptes ou des portefeuilles spécifiques. L'un des plus grands risques de la retraite par capitalisation est sa forte sensibilité aux variations des marchés financiers.

**LES AGENTS PUBLICS TERRITORIAUX NE SUPPORTENT PLUS LE MEPRIS,**

**LES AGENTS PUBLICS TERRITORIAUX VEULENT VIVRE DIGNEMENT DE LEUR TRAVAIL !**